

Venezuela : le bolivar dévalué de plus de 30 %



Le gouvernement vénézuélien a annoncé, vendredi 8 février 2013, la dévaluation de 31,75 % de la monnaie nationale, le bolivar, soumis à un strict contrôle du taux de change, passant de 4,30 à 6,30 pour un dollar américain.

Le vice-président du Venezuela, Nicolas Maduro, a justifié cette dévaluation en dénonçant des "attaques spéculatives" et "criminelles" contre la monnaie vénézuélienne qui menacent "la stabilité du pays". Il a ensuite annoncé un renforcement des contrôles des changes par le biais d'un nouvel organisme, l'Organe supérieur de l'optimisation du système monétaire.

La mesure de dévaluation officielle sera effective mercredi prochain et a été décidée par le président Hugo Chavez, hospitalisé depuis deux mois à Cuba, afin de "minimiser les coûts et obtenir les meilleurs résultats" possibles dans une économie pétrolière ultra-

inflationniste et dépendante des importations, ont souligné à la fois le vice-président et le ministre de la planification et des finances, Jorge Giordani.

INFLATION DE PLUS DE 20 % PAR AN

M. Giordani a précisé que l'Organe supérieur de l'optimisation du système monétaire, nouvellement créé, serait composé de la Banque centrale, du ministère des finances et de celui des mines et du pétrole, principal pourvoyeur de devises de ce pays disposant des deuxièmes plus importantes réserves de brut au monde.

Cet organisme aura pour fonction de fixer les priorités dans l'assignation des devises par secteurs et a été créé, notamment, pour faire diminuer une inflation de plus de 20 % par an, a-t-il expliqué. "En ce moment, il y a une poussée inflationniste et spéculative, et c'est là qu'il faut agir", a déclaré le ministre.

Le président de la Banque centrale, Nelson Merentes, également présent à la conférence de presse, a pour sa part officialisé la disparition du Stime, un système qui permettait de changer le bolivar sur un marché secondaire, à 5,30 pour un dollar, et utilisé par de nombreux secteurs économiques.

Cette annonce "va avoir un impact inflationniste très important. Si le gouvernement utilise la dévaluation de façon isolée pour combattre le déficit fiscal sans soutenir le secteur privé, ce ne sont pas des mesures qui vont résoudre les problèmes de fond du Venezuela", a réagi l'économiste Jesus Cacique, professeur à la Preston University du Venezuela.

Croulant sous les dettes, les pays ne voient guère d'autres solutions que de dévaluer leurs devises pour rendre leurs industries plus compétitives.

Le Japon l'a fait en dévaluant le yen de près de 20%, suivi par le Venezuela qui a « lâché une bombe » en dévaluant son bolivar de 32%. En l'espace d'une nuit, les Vénézuéliens ont perdu près de la moitié de leur pouvoir d'achat. Nous arrivons donc à un stade où deux choix s'offrent à nous : la sauvegarde de l'économie ou celle du pouvoir d'achat. Et les Etats ont semble-t-il déjà fait leur choix. Seuls les moyens de le faire accepter progressivement par le public sont encore en cours de discussion.

En Argentine le dollar clandestin flambe

Dans la rue, le dollar s'échange actuellement le double de sa valeur officielle. Crédit Photo : Natacha Pisarenko/ASSOCIATED PRESS Distribuée au compte-gouttes dans les banques, la devise américaine est en hausse de 40 % au marché noir.

Signe d'inquiétude, le billet vert est redevenu la première valeur refuge en Argentine. Sur le marché noir, il vient d'atteindre un nouveau record à 10 pesos pour un dollar, soit le double de sa valeur officielle. Depuis janvier, le prix du dollar est en hausse de 40 % face au peso. Avec leur sens habituel de l'ironie, les Argentins ont rebaptisé cette monnaie officieuse le «dollar Messi», une référence au numéro 10 du maillot de leur idole nationale, le footballeur Lionel Messi,

réputé pour sa rapidité.

Cet emballement du marché noir est lié au durcissement des restrictions imposées à l'achat officiel de devises depuis fin 2011, même pour partir en vacances à l'étranger. Le gouvernement cherche à limiter la fuite des capitaux pour équilibrer le niveau des réserves de change de la banque centrale, au plus bas depuis six ans.



25 % d'inflation par an

En Argentine, l'inflation atteint 25 % par an, selon les experts indépendants (le gouvernement ne reconnaît que 10 %), car la banque centrale utilise la planche à billets pour financer les dépenses du gouvernement. Les Argentins ont perdu confiance dans leur monnaie. Ils redoutent une dévaluation soudaine qui pénaliserait

leur pouvoir d'achat. Du coup, le dollar américain est redevenu une valeur refuge.

Dans le centre-ville, les bureaux de change clandestins prospèrent. Les «arbolitos», ces vendeurs de billets verts à la sauvette, comparés à des «arbustes», profitent de la hausse continue des prix. La présidente [Cristina Kirchner](#) minimise le phénomène et assure que cette flambée n'intéresse que les classes les plus aisées. Il n'empêche, la hausse quotidienne du dollar, amplement relayée par la presse d'opposition, nourrit une sensation d'instabilité. Les experts redoutent l'impact du marché noir du dollar sur l'activité et les investissements. Le marché immobilier est déjà paralysé.

Le gouvernement commence à s'inquiéter. Il vient d'annoncer la création d'une obligation ouverte aux détenteurs de monnaie américaine, d'origine non déclarée. Une sorte d'amnistie pour les fraudeurs, destinée à récupérer les dollars clandestins. Mais sans mesure ferme contre l'inflation, d'aucuns redoutent que «le dollar Messi» continue de grimper et se mue peu à peu en «dollar Ginobili», le champion de basket argentin, porteur du dossard numéro 20.

Le Japon a fait resurgir la guerre des monnaies

Publié le 5/03/2013-Le Japon a réveillé le spectre d'une nouvelle "guerre des monnaies", en ordonnant à sa Banque centrale (BoJ) de prendre des mesures drastiques pour mettre fin aux deux maux dont souffre l'économie japonaise : une baisse continue des prix qui bride l'activité intérieure, et la cherté du yen qui pénalise les entreprises à l'exportation. La BoJ, statutairement indépendante, a cédé à la pression du gouvernement en adoptant un objectif d'inflation de 2 % et en annonçant la mise en place, dès 2014, d'une politique d'achats d'actifs financiers d'une durée indéterminée pour 145 milliards de dollars par mois, le but étant d'inonder le marché de liquidités. Le nouveau gouvernement japonais, nommé

le 26 décembre dernier, entend ainsi clairement dévaluer le yen et donner de l'oxygène à l'économie japonaise. M. Shinzo Abe, nouveau Premier Ministre japonais, est accusé d'être le grand fauteur de guerre ; cet ajustement brutal de la devise japonaise a pris à froid les autres membres du G20 et notamment les concurrents du Japon sur les marchés mondiaux.



Sans surprise, l'Allemagne, l'un des premiers exportateurs mondiaux, a été une des premières à monter au créneau. Le Ministre des Finances Wolfgang Schauble a déclaré "se

faire beaucoup de souci en raison de la stratégie japonaise" et précisé que "les taux de changes ne doivent pas être manipulés". Plus sibyllin, mais tout aussi déterminé, le Président de la BCE, Mario Draghi, a parlé d'une "décision bien peu coopérative". Paris, de son côté, tente depuis peu d'ouvrir un débat sur le niveau trop élevé de l'euro, qui renchérit ses exportations et risque de pénaliser ses efforts pour regagner en compétitivité. Enfin, les Américains ont demandé à Washington de réagir : ils trouvent déloyal d'être concurrencés par un simple effet de change. "On glisse de la guerre commerciale à la guerre des monnaies, qui peut être alimentée par une surenchère sans fin", déplorent-ils. De fait, si tout le monde se met à faire marcher la planche à billets, le vrai danger devient global, on redoute la formation de nouvelles bulles financières au-dessus de ces masses de capitaux flottants.

Le Japon, quant à lui, se défend de toute manipulation de sa monnaie :

"Nous appliquons simplement des mesures vigoureuses pour vaincre la déflation et la récession", a expliqué le ministre japonais des Finances, Taro Aso. "Nos mesures ont été prises en accord avec la Banque centrale. Le yen s'est apprécié de 40 % face au dollar et de 50 % face au won sud-coréen. Comment pouvons-nous être compétitifs dans ces conditions ?", ont de leur côté souligné les chefs d'entreprise japonais. Carlos Ghosn, notamment, président de Nissan, déplore depuis de nombreux mois la vigueur du yen, "qui entrave la compétitivité des groupes japonais". "Il s'agit d'une tentative pour le ramener à un niveau normal", indique-t-il. Akio Toyoda, président de Toyota et de la JAMA (Association des constructeurs japonais), a lui aussi accueilli avec satisfaction les mesures du nouveau gouvernement : "La vigueur prolongée du yen a gravement affecté l'industrie automobile japonaise, et un redressement de la production prendra beaucoup de temps. Nous espérons que le gouvernement se montrera déterminé à rattraper les deux dernières décennies en poursuivant ses plans de croissance à moyen et long termes", a déclaré M. Toyoda.

A court terme, la dévaluation de la monnaie japonaise va créer de sérieux remous dans l'industrie. Les parts de marché de Toyota, Nissan ou encore Honda, vont se redresser au détriment de leurs concurrents chinois, coréens et allemands. En outre, plusieurs pays comme la Chine, le Brésil ou la Corée, voudront répliquer à la dévaluation japonaise en faisant baisser à leur tour leur monnaie, ou bien en prenant des mesures protectionnistes. Ce qui ne ferait que gripper le commerce mondial et sérieusement envenimer les relations internationales. Les grands rivaux commerciaux du Japon (G7) ont d'ailleurs tenu à souligner, dans un communiqué, qu'"ils s'abstiendraient de procéder à des dévaluations compétitives" et qu'"un changement de politique monétaire dans un pays a des conséquences sur les autres pays".

"Il doit y avoir compétition entre les économies, pas entre les monnaies", poursuit le communiqué. L'engagement du G7 à refuser les dévaluations compétitives met implicitement le Japon en porte-à-faux. Jugeant exagéré d'évoquer une guerre des monnaies, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a salué "la bonne nouvelle" de voir le G7 répondre à la situation en empruntant la voie "de la coopération et non celle du conflit".

Deuxième semaine de grève générale en Bolivie

AFP, La Presse - 12 mai 2013
<http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201305/12/01-4650045-deuxieme-semaine-de-greve-generale-en-bolivie.php>

La Bolivie va entamer lundi sa 2e semaine de grève générale, les négociations entre les syndicats et le gouvernement ne montrant pas de signes de progrès, même si le mouvement n'a été jusqu'à présent que peu suivi. Les syndicats boliviens réclament notamment une revalorisation des retraites et des augmentations de salaire. Lancé le 6 mai, le mouvement s'est notamment à son début traduit par des barrages routiers et des manifestations de rue.

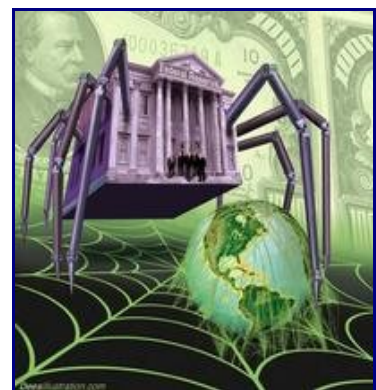
Le gouvernement a demandé la reprise du travail après la libération de 343 personnes arrêtées sur des barrages routiers, l'une des mesures demandées par la centrale ouvrière bolivienne (COB), le principal syndicat. « Comme nous avons donné un signal fort (avec la libération des personnes arrêtées), nous demandons à la Centrale ouvrière de décréter de son côté une pause ou une trêve », a déclaré dimanche le ministre de l'Économie, Luis Arce.

Le mouvement menace maintenant de s'étendre au secteur minier, le responsable syndical de la mine d'étain de Huannuni, Ronald Colque, ayant déjà annoncé que celle-ci s'y

ralliait. La COB avait annoncé samedi qu'elle était prête à mener des négociations tout le week-end avec le gouvernement et consulter sa base sur la proposition de trêve, mais les discussions n'avaient toujours pas abouti dimanche. Le syndicat réclame des retraites à 100 % des derniers salaires, contre 70 % proposés par le gouvernement, ainsi que des augmentations de salaire supérieures à celles déjà promises par les autorités. Le gouvernement a indiqué que les retraites pourraient atteindre entre 60 % et 80 % du dernier salaire, mais le président Evo Morales a affirmé qu'il était « vain d'espérer une amélioration de cette proposition ».

L'administration bolivienne des routes a toutefois indiqué que les barrages routiers avaient été levés dimanche et que la circulation se faisait désormais normalement dans le pays. Dans les premiers jours de la grève, des barrages avaient été mis en place par les grévistes sur plusieurs grands axes routiers du pays, notamment sur la route reliant La Paz, la capitale, aux villes d'Oruro et de Cochabamba (environ 300 km au sud-est de La Paz). Le mouvement de grève générale a été globalement peu suivi, selon la presse locale et des journalistes de l'AFP.

USA : la FED doute de la viabilité de la reprise



Elisabeth Studer De quoi refroidir quelque peu les marchés au prime

abord ...

La banque centrale américaine (Fed) a indiqué mardi qu'elle maintenait son doute sur la viabilité de la reprise aux Etats-Unis.

Histoire toutefois de justifier ses gigantesques apports financiers en vue de maintenir à bouts de bras l'économie américaine.

Comme cela était prévisible, le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) a par ailleurs annoncé que la Réserve fédérale maintenait son taux directeur quasi nul.

Ajoutant que conformément à son plan initial, elle comptait poursuivre jusqu'en juin prochain son opération

lancée en octobre dernier en vue de faire baisser les taux d'intérêt à long terme.

Pour le Comité, la conjoncture est susceptible de justifier le maintien d'un taux « exceptionnellement bas » jusque « fin 2014 » au moins.

Si la Fed estime que l'économie américaine a certes fait des progrès notables depuis janvier, considérant que les trois mois consécutifs d'embauches massives mis en exergue vendredi par les chiffres officiels de l'emploi, laissent entrevoir une « amélioration de la conjoncture du marché du travail », elle considère toutefois qu'avec un

taux de 8,3% en février, le chômage reste néanmoins « élevé ».

Pour les trimestres à venir, le Comité prévoit désormais une croissance économique « modérée », contrairement au mois de janvier où elle était qualifiée de « modeste ». Il considère toutefois que la reprise faisait encore face à des « risques importants », arguant de « tensions sur les marchés financiers mondiaux ».

Une manière pour le Comité de justifier sa politique monétaire que certains pourraient qualifier de véritable dopage de l'économie US.

Sources : AFP, Reuters

Le G20 n'a pas clos le débat sur les dévaluations

par Jan Strupczewski

MOSCOU (Reuters) - Les pays du G20 ont beau avoir promis d'une seule voix samedi de ne pas favoriser la dépréciation de leurs monnaies dans le but de doper leurs exportations, il ne faut pas s'attendre à un retour au calme rapide sur le marché des changes.

Car si les ministres des Finances et les banquiers centraux du Groupe des 20 peuvent s'engager à ne pas dévaluer directement, rien ne permet de garantir que leur monnaie ne continuera pas de souffrir des injections massives de liquidités par les banques centrales, censées soutenir l'activité économique.

"Nous nous abstenons de procéder à des dévaluations compétitives", peut-on lire dans le communiqué publié samedi à l'issue de la réunion de Moscou. "Nous ne poursuivons pas d'objectifs de taux de change à des fins de concurrence, nous résisterons à toutes les formes de protectionnisme et nous maintiendrons nos marchés ouverts."

Mais ce sont bel et bien les politiques monétaires ultra-accommodantes menées par la Réserve fédérale américaine ou la Banque du Japon afin de favoriser la croissance qui ont fait baisser le dollar et le yen ces derniers mois et alimentent l'essentiel des débats sur les risques de "guerre des monnaies".

Cette situation ne risque pas de changer de sitôt, ce que n'ont pas manqué de souligner samedi la Chine et plusieurs autres pays émergents.

Le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, a déclaré vendredi que "les Etats-Unis utilisent des outils de politique intérieure pour atteindre des objectifs intérieurs".

De même, Tokyo insiste sur le fait que l'engagement de la Banque du Japon à acheter des quantités illimitées d'emprunts d'Etat sur les marchés vise uniquement à faire sortir l'économie nippone de la récession. Et le G20 a admis que de telles politiques n'avaient rien de répréhensible.

Pourtant, une dévaluation, qu'elle soit délibérée et assumée ou qu'elle constitue l'effet collatéral d'une politique monétaire donnée, reste une dévaluation. La qualifier de "compétitive" ne fait que préciser l'intention qui la sous-tend.

LE JAPON PEUT POURSUIVRE SA POLITIQUE

Le ministre canadien des finances, Jim Flaherty, a ainsi reconnu samedi qu'il était délicat de distinguer une politique monétaire visant strictement à soutenir l'économie nationale d'une politique ayant pour objectif de faire évoluer le taux de change. "C'est assez difficile à évaluer", a-t-il résumé.

Le Japon, même s'il a souligné ces derniers jours qu'il n'était mis en cause ni par le communiqué du G7, ni par celui du G20, reste bien le premier visé par les dernières déclarations, ont souligné des responsables d'autres pays sous couvert de l'anonymat.

Plus précisément, ce sont les déclarations de certains responsables nippons évoquant des objectifs précis de taux de change du yen qui ont irrité les partenaires du Japon.

"Le marché va considérer le communiqué du G20 comme un feu vert à ce qu'il est en train de faire, c'est à dire vendre du yen", explique Neil Mellor, stratège devises de Bank of New York Mellon à Londres. "Ne pas censurer le Japon signifie qu'il va pouvoir relancer la planche à billets."

Le texte du G20 n'offre donc aucun répit aux pays émergents, comme le Brésil, dont les taux d'intérêt relativement élevés attirent les capitaux issus de pays à taux faibles, comme les Etats-Unis, ce qui favorise l'appréciation de leur monnaie et pénalise leurs exportateurs.

Le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), Vitor Constancio, a expliqué que l'engagement du G20 à éviter les dévaluations compétitives concernait surtout le rythme de l'évolution des taux de change.

"Cela vise avant tout à éviter des mouvements trop brusques du taux de change et une évolution du taux de change dans une seule direction, ce qui ne manquerait pas de susciter des interrogations et devrait être débattu", a-t-il dit lors d'une conférence de presse après la réunion.

Si les responsables du G20 ont minimisé le risque de "guerre des monnaies" -une expression que le Brésil n'a pas hésité à employer récemment-, certains s'attendent à ce que le sujet soit de nouveau à l'ordre du jour de prochaines réunions.

"Le G20 doit étudier en permanence ce qui se passe en terme de taux de change parce que cela concerne l'intérêt commun. Tout mouvement désordonné doit faire l'objet de discussions", a dit Vitor Constancio.

Avec Randall Palmer et Ekaterina Golubkva; Marc Angrand pour le service français

Confiance en or Not Bernanke que les États Unis Promouvoir Bullion

Avril 2013-La méfiance de la Réserve fédérale et le souci que les dollars américains peuvent devenir inutile alimentent une poussée dans plus d'une douzaine d'Etats à reconnaître or et d'argent comme monnaie légale.

Arizona est prête à suivre l'Utah, qui a autorisé lingots de la monnaie en 2011 . Projets de loi semblables avancent dans le Kansas, la Caroline du Sud et d'autres Etats.

Les mesures soutenues par le mouvement limité gouvernement Tea Party sont essentiellement symbolique - vous ne pouvez toujours pas payer

l'épicerie avec de l'or dans l'Utah. Elles reflètent des préoccupations persistantes en dollars, amplifiés par des mouvements non conventionnelles de la Fed au cours des dernières années pour stabiliser l'économie, a déclaré Loren Gatch, qui enseigne les sciences politiques à l'Université de Central Oklahoma.

"Le projet de loi est sur le point de signalisation mécontentement avec la politique monétaire et sur ce que Ben Bernanke est en train de faire», a déclaré Gatch, qui étudie les monnaies alternatives à l'école Edmond, basée à Oklahoma."Il est à craindre que le

gouvernement, ou Bernanke en particulier, et la Réserve fédérale, poursuit une politique qui mènera à l'effondrement du dollar. C'est ce qu'il ya derrière ".

Bernanke a poussé les taux d'intérêt à près de zéro depuis la récession de 18 mois qui a commencé en Décembre 2007. La Fed a déclaré en Mars qu'il continuerait d'acheter 85 milliards de dollars de titres chaque mois dans un programme connu sous le nom d'assouplissement quantitatif qui a gonflé ses actifs au-delà de \$ 3000000000000 et vise à maintenir les coûts d'emprunt à long terme faibles pour soutenir la croissance économique.

L'inflation maîtrisée

prix à la consommation ont augmenté de seulement 1,3 pour cent en Février de l'année précédente, selon une mesure de l'inflation privilégiée par la Fed. C'était ci-dessous pour cent cible de la banque centrale 2 et compare avec des épisodes occasionnels de plus que 10 pour cent des augmentations dans les années 1970 et au début des années 1980.

Paris que l'inflation reprendrait à cause de mesures de stimulation économique ont contribué à alimenter un pour cent de saut 78 en or depuis Décembre 2008. Du dollar de hausse de moins de 1 pour cent en dessous d'un seuil haut d'un an en Juillet et augmentations mensuelles d'environ 2 pour cent ou moins de l'indice des prix à la consommation US ont freiné la demande de lingots. Après avoir atteint un record 1,923.70 \$ l'once en 2011, prix de l'or ont chuté et sont à proximité d'un marché baissier.

contrats à terme sur l'or pour livraison Juin chuté de près de 0,2 pour cent aujourd'hui, à 1,573.20 \$ l'once sur le Comex à New York et ont perdu 6,1 pour cent cette année. Le prix touché 1,539.40 \$ le 4 Avril, un plus bas de 10 mois pour un contrat plus active.

Texas Depository

Au Texas, les législateurs envisagent une mesure soutenue par le gouverneur républicain Rick Perry pour établir le dépôt de Bullion Texas pour stocker des lingots d'or d'une valeur de 1 milliard de dollars et détenus dans un entrepôt de New York banque. L'or est détenue par l'Université du Texas Investment

Management Co., ou Utimco, qui a pris livraison de 6.643 barres de métal précieux en 2011 alors que les craintes que la demande pour qu'il submerger approvisionnement.

L'installation proposée serait aussi accepter des dépôts du public et fournirait une base pour un système de paiement en l'état dans le cas d'une «dislocation systémique dans le système financier national et international», selon la mesure.

Si Texas prendre une telle mesure, il offrirait soutien souverain pour les dépôts et faire l'achat et le stockage facile d'or, a déclaré Jim Rickards, Senior Managing Director au Tangent Capital Partners LLC à New York et auteur de «monnaie Wars: The Making of the Next mondial crise. "Il a dit que les mesures de pièces de monnaie, alors impraticable, ont une valeur symbolique.

«Nous assistons à un mouvement distinct revenir à un monde où l'or est considéré comme de l'argent", a déclaré Rickards.

Protection contre l'inflation

Les mesures donnent "aux gens la possibilité d'utiliser l'argent qui ne va pas perdre tout pouvoir d'achat à l'inflation», a déclaré Rich Danker, directeur d'économie à l' Projet de principes américains . Le groupe de politique publique basée à Washington appuie les mesures ainsi que d'un retour à l'étalon-or, qui chevillé la valeur du dollar en lingots. Le président Richard Nixon a officiellement mis fin à la convertibilité de la monnaie américaine pour le métal précieux en 1971.

«Les gens dans ces pays trouvent l'idée d'avoir la possibilité d'utiliser des devises fortes attrayantes sur ces politiques, ils n'ont aucun contrôle sur», a déclaré Danker.

La Constitution américaine barres états de battre monnaie et leur interdit également de faire quoi que ce soit sauf pièces d'or et d'argent tendre pour payer les dettes. Selon ses partisans, qui ouvre la porte pour les Etats de permettre lingots comme monnaie légale. La mesure envisagée en Caroline du Sud reconnaîtrait étrangers ou nationaux pièces frappées comme monnaie légale.

La loi de l'Utah s'applique uniquement à nous-pièces frappées, tandis que d'autres États sont

moins clairement si des pièces produites privé admissibles. Arizona laisse la porte ouverte pour les pièces privées si elles sont déclarées légales par une ordonnance du tribunal sans appel.

Allègements fiscaux

Dans l'Utah et certains autres Etats, les mesures éliminent également les plus-values Etat ou d'autres taxes sur les pièces de monnaie.

Les critiques disent que les mesures étatiques sont peu maniables. En Arizona, le sénateur Steve Farley, un démocrate, en vain proposé un amendement qui aurait reconnu comme monnaie légale d'autres produits de l'État, tels que les agrumes, ainsi que des rayons de soleil. L'amendement visait à tenir compte de l'absurdité du projet de loi, a déclaré le 50-year-old législateur de Tucson.

"Il est tout simplement démagogique d'amener les gens craignent que l'ordre du jour d'une certaine manière le président Obama va nous conduire dans l'hyperinflation et l'effondrement économique", a déclaré Farley. "Nous avons assez de vrais problèmes à résoudre. Je ne vois pas de sous-cotation notre structure financière tout comme une priorité".

En Utah, les responsables n'ont pas encore compris comment accepter de l'or et de l'argent pour les paiements d'impôts - bien que certains résidents ont demandé de payer de cette façon - ou à intégrer les métaux précieux dans le commerce, l'Etat trésorier Richard Ellis dit. Les législateurs ont mis en place une task-force pour étudier l'application de la loi et d'examiner comment l'État peut accepter de l'or et de l'argent, avec leurs valeurs fluctuantes, moyennant paiement, Ellis dit. Il n'est pas optimiste que cela va fonctionner, at-il dit.

Obstacles réglementaires

«Les gens font de l'Utah et disent que nous ouvrons la voie, mais rien n'a vraiment arrivé parce que les obstacles réglementaires ont obtenu de la manière", a déclaré Ellis, un républicain. Si l'or et l'argent est utilisé à l'état comme monnaie légale, c'est probablement seulement dans les transactions entre particuliers, at-il dit.

L' Utah Precious Metals Association , créée

après l'adoption de la loi 2011 afin de plaider en faveur de l'utilisation de pièces d'or et d'argent, a environ deux douzaines de membres inscrits à un service de facturation paie de deux mois dans lequel leurs comptes sont tenus en or, a déclaré Lawrence Hilton, le président du groupe. Hilton envisage un avenir avec un système monétaire alternatif à base de métaux précieux dans lequel les commerçants acceptent pièce d'argent alors que l'or soutient principalement les transferts électroniques.

Gold Producers

Le républicain de l'Arizona parrainé par mesure adoptée par la Chambre des Représentants 36-22 aujourd'hui, après l'avoir modifié la semaine dernière. Avant d'atterrir sur le bureau du gouverneur Jan Brewer, un républicain, le projet de loi doit revenir pour un autre vote au Sénat, où il a été approuvé 17-11 sur 28 février L'or est exploité à la fois l'Arizona et l'Utah, tandis que le Nevada est le plus grand producteur américain, selon les chiffres de la National Mining Association, à Washington.

Le parrain du projet de loi, le sénateur Chester Crandell, 66 de Heber, a déclaré qu'il est convaincu que le mouvement est «la chose logique à l'état de l'Arizona à faire."

"Je pense que vous regardez certaines des choses qui se passent et le montant de l'argent imprimé par la Réserve fédérale et qui a le contrôle de cet argent, et je pense que n'importe qui serait concerné", a déclaré Crandell. «L'or et l'argent ont été autour depuis longtemps et les gens sont en sécurité avec elle et nous devrions leur donner la possibilité de l'utiliser."

Pour contacter le journaliste sur cette histoire: Amanda J. Crawford en Phoenix à acrawford24@bloomberg.net
Pour contacter l'éditeur responsable de cette histoire: Jeffrey Taylor à ajtaylor48@bloomberg.net

